



Numéro 10

Octobre 2023

La résistance est un droit ! Fin à l'occupation de la Palestine maintenant !

Des actions militantes au Canada et dans le monde entier en appui à la juste lutte des Palestiniens

- **La résistance palestinienne se lève avec l'opération Déluge d'Al-Aqsa**

Déclarations

- **Labour for Palestine-Canada**
- **Association des Canadiens d'origine arabo-palestinienne**
- **Le Parti communiste d'Israël et le Front démocratique pour la paix et l'égalité**
- **Centre palestinien pour les droits de l'homme**
- **Briefing du secrétaire général de l'ONU au Conseil de sécurité**

Reportage photo

- **Des actions au Canada et partout dans le monde**

La résistance est un droit ! Fin à l'occupation de la Palestine maintenant !

Des actions militantes au Canada et dans le monde entier en appui à la juste lutte des Palestiniens

Peu après que la résistance palestinienne a déclenché l'opération Déluge d'Al-Aqsa le 7 octobre, les partisans de la cause palestinienne pour la libération et les nombreux fils et filles de Palestine vivant en dehors de leur patrie ont immédiatement appelé à des actions dans le monde entier pour soutenir la résistance. L'un des principaux organisateurs de nombreuses actions au Royaume-Uni, aux États-Unis et au Canada est le Mouvement de la jeunesse palestinienne. En conséquence, la participation de la nouvelle génération de Palestiniens et d'autres jeunes, qui prennent tous leur place dans le mouvement historique pour la libération de la Palestine, a été très importante.



Ottawa, 8 octobre 2023

Au Canada, les 7, 8 et 9 octobre, des actions sous forme de rassemblements, de marches et de déploiement de bannières ont eu lieu à Montréal, Ottawa, Edmonton, Vancouver, Toronto, London et Calgary. Du 7 au 9 octobre, au moins 57 actions ont été organisées ne serait-ce qu'en Amérique du Nord et en Europe, et d'autres sont prévues dans les jours qui suivent.

Les forces d'occupation recourent une fois de plus au châtime collectif et commettent de nouveaux crimes contre la population de Gaza par une campagne de bombardement massive et aveugle. Elles tentent d'isoler Gaza complètement, de bloquer l'entrée de la nourriture, du carburant et des fournitures à cette population de 2,3 millions d'habitants, ce qui ne peut que provoquer une crise humanitaire. Le mur frontalier de Gaza a été percé en de multiples endroits et au moins un poste frontière a été détruit par la résistance au début de l'opération, bien qu'Israël prétende maintenant avoir rétabli l'encerclement de Gaza.



En entrevue avec CNN concernant la situation en Palestine, Mustafa Barghouti, secrétaire général de l'Initiative nationale palestinienne, dénonce les tentatives des sionistes et de leurs collaborateurs de criminaliser la résistance palestinienne et tous ceux qui soutiennent la cause palestinienne. Un extrait de la vidéo peut être visionné [ici](#).

Le narratif des événements présenté par le gouvernement canadien, les partis cartellisés au Parlement, Radio-Canada et les médias monopolisés est basé sur la désinformation et sur priver le corps politique du contexte et de l'histoire de la Palestine, pour ensuite tenter de justifier les crimes des sionistes au nom de la légitime défense et d'assimiler la juste résistance et la libération nationale au terrorisme. Dans cette perspective déshumanisante, le peuple palestinien n'aurait jamais été dépossédé de sa patrie historique par les sionistes et leurs collaborateurs. Par conséquent, son droit à la résistance et tous les autres droits qui lui appartiennent en tant que peuple, en particulier en tant que peuple vivant sous occupation, et les crimes historiques commis à son encontre sur lesquels Israël a été fondé, n'existeraient pas. Cette désinformation prépare le terrain pour que les sionistes commettent encore plus de crimes. Les actions menées au Canada et dans le monde entier pour soutenir la résistance palestinienne montrent clairement que cela ne passera pas.



« Liberté pour la Palestine »

terroristes alors qu'ils exercent eux-mêmes un régime de terreur.

Le soutien à la résistance pour affirmer les droits du peuple palestinien et demander des comptes aux occupants sionistes se reflète dans le soutien militant et sans équivoque à la résistance et dans le refus de concilier avec le sionisme que l'on observe dans les manifestations à travers le monde. Ce que ces actions à travers le Canada et le monde montrent clairement, c'est que c'est le peuple, sa résistance organisée et la défense de ses droits qui sont décisifs.

Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) réitère sa condamnation catégorique de l'État d'Israël pour sa tentative permanente de génocide visant à éliminer le peuple palestinien et à s'emparer de l'ensemble de son territoire. Il condamne le gouvernement du Canada, les députés et les partis d'opposition qui affirment que les combattants de la résistance sont des terroristes, qu'Israël ne fait que se défendre et que quiconque soutient le droit d'être du peuple palestinien est antisémite, commet un crime de haine et doit être traduit en justice en tant qu'extrémiste ou terroriste. Il condamne la position adoptée par le premier ministre Justin Trudeau, qui a convoqué le « Groupe d'intervention en cas d'incident », composé de ministres et de hauts fonctionnaires, et a qualifié la résistance armée des combattants palestiniens d'« attaque terroriste contre Israël ». Trudeau a exprimé le soutien total du Canada au soi-disant droit d'Israël de se défendre, qui n'est pas un droit des occupants reconnu par le droit international, mais il est resté silencieux sur les droits du peuple de Palestine.

Le 9 octobre, Justin Trudeau a déclaré lors d'un rassemblement à Ottawa en faveur d'Israël : « Le Canada condamne sans équivoque et avec la plus grande fermeté ces attaques terroristes perpétrées par le Hamas. Nous nous tenons aux côtés d'Israël et réaffirmons notre soutien au droit d'Israël de se défendre conformément au droit international. » Il a ajouté : « Permettez-moi d'être très clair : les terroristes du Hamas ne sont pas une résistance. Ce ne sont pas des combattants de la liberté, ce sont des terroristes. Et personne au Canada ne devrait les soutenir, et encore moins les célébrer. » Le chef de l'opposition, Pierre Poilievre, a déclaré : « Le Hamas ne parle pas au nom du peuple palestinien, il ne parle pas au nom des musulmans et il ne parle certainement pas au nom des Canadiens ». Il n'a manifestement pas vu l'ironie dans le fait que lui prétend vraisemblablement parler au nom des Canadiens alors que tant de Canadiens disent « Pas en mon nom ! » Il est allé plus loin en disant : « C'est pourquoi je condamne sans réserve tous ceux qui ont pris part aux célébrations dégoûtantes auxquelles nous avons assisté dans nos rues. » Beaucoup d'autres politiciens et représentants officiels des autorités provinciales et municipales tentent également de présenter la résistance comme du terrorisme et le soutien à la résistance comme un soutien au terrorisme.

Les sionistes israéliens sont aveuglés par la vision impérialiste selon laquelle la force fait le droit et l'utilisation de la force est le facteur décisif. Ils reçoivent des milliards de dollars des impérialistes américains pour s'armer jusqu'aux dents et commettre sans arrêt des crimes contre les Palestiniens. Ils ont aussi le soutien de la Grande-Bretagne et des grandes puissances de la vieille Europe. Ils pensent qu'ils peuvent utiliser la force pour poursuivre sans relâche l'expansion des colonies illégales, infliger la punition collective de l'incarcération de masse et bafouer les droits des Palestiniens. Ils refusent de négocier et de respecter leurs obligations en vertu du droit international, et font tout cela depuis des décennies et en toute impunité. Il est grand temps d'exposer leur pratique de qualifier le peuple palestinien et sa résistance de

Les Canadiens et les Québécois doivent réfléchir attentivement au sens de choses quand, après avoir été pris en flagrant délit à ovationner un collaborateur nazi à la Chambre des communes pour ensuite prétendre que c'était une erreur, les soi-disant dirigeants politiques du Canada déclarent maintenant leur soutien sans réserve aux crimes sionistes et au nettoyage ethnique des Palestiniens.

*Tous en appui à la résistance palestinienne !
Mettez fin à l'occupation maintenant !
Liberté et justice pour la Palestine !*



La résistance palestinienne se lève avec l'opération Déluge d'Al-Aqsa



Des résistants palestiniens détruisent la barrière entre Gaza et la Palestine occupée, 7 octobre 2023.

À l'aube du 7 octobre, les combattants de la résistance palestinienne ont lancé un assaut foudroyant depuis la Palestine occupée pour briser le siège de Gaza « par une offensive globale affrontant l'occupant par terre et par air, prenant le contrôle des terres palestiniennes, saisissant les colons et les soldats de l'occupation et lançant des milliers de missiles, écrit Samidoun, le réseau de solidarité avec les prisonniers palestiniens. Les forces de la résistance palestinienne se battent pour avancer vers la libération de la Palestine ».

Le groupe rapporte que le général de brigade Nimrod Aloni est l'un des dizaines d'otages capturés par la résistance palestinienne. Les otages sont des soldats de l'occupation et des colons capturés pour libérer les 5 250 prisonniers palestiniens qui languissent dans les prisons de l'occupant, dont les 1 350 détenus sans inculpation ni jugement dans le cadre de la détention administrative, 39 femmes et 170 enfants.



L'opération, appelée Déluge d'Al-Aqsa, a été lancée à l'occasion du 50e anniversaire de la guerre de 1973, au cours de laquelle l'Égypte a repris le Sinaï occupé par les sionistes, « et devrait modifier l'orientation de la lutte en Palestine occupée, en passant de la résistance à la révolution et à la libération », écrit l'organisation. Elle explique que l'opération de résistance « est en réponse au flot continu de crimes contre le peuple palestinien, au meurtre quotidien de Palestiniens dans les rues de la Cisjordanie de la Palestine occupée, au siège de Gaza, au vol de terres pour les colonies, au déni

du droit au retour des réfugiés, à l'exil imposé depuis plus de 75 ans, à la torture et aux mauvais traitements des prisonniers palestiniens, aux invasions continues de la mosquée Al-Aqsa et à 75 ans d'occupation sioniste et plus de 100 ans de domination impérialiste et de colonialisme dans l'ensemble de la Palestine occupée. Elle vise également à obtenir la libération des prisonniers palestiniens en tant que partie intégrante du peuple et de la terre palestiniens. »

Samidoun poursuit : « Il s'agit d'une réplique décisive à l'ensemble du processus d'Oslo et de normalisation imposé aux peuples palestinien et arabes au cours des 50 dernières années, indiquant une nouvelle voie à suivre avec un objectif clair : la libération et rien de moins. Elle s'appuie sur la libération du sud du Liban de l'occupation par la résistance libanaise, dirigée par le Hezbollah, en 2000, et sur la défaite de l'invasion sioniste du Liban en 2006, ainsi que sur les batailles héroïques successives menées par la résistance palestinienne dans l'ensemble de la Palestine occupée et en particulier à partir de sa zone de base de la résistance à Gaza. »

Samidoun s'est joint au Masar Badil, le Mouvement alternatif de la voie révolutionnaire palestinienne, pour appeler « les masses de notre peuple palestinien, les partisans de la résistance en exil et en diaspora, les alliés des forces et mouvements de libération et les comités de solidarité avec le peuple palestinien partout dans le monde à exprimer leur soutien à l'héroïque résistance palestinienne, à hisser le drapeau de la Palestine et les bannières de la résistance ». Le Masar Badil a appelé ses organisations et ses sympathisants à « organiser des manifestations et des événements populaires, politiques et médiatiques pour dénoncer les crimes sionistes contre notre peuple en Palestine occupée, et pour soutenir l'opération Déluge d'Al-Aqsa annoncée par le commandant en chef des Brigades Izz al-Din al-Qassam [aile militaire du Hamas], Mohammed Deif ».

Samidoun écrit : « La résistance palestinienne héroïque a ouvert un chapitre des combats pour la dignité et la fierté à l'aube du 7 octobre 2023 et elle répond maintenant à des décennies d'agressions sionistes, américaines et européennes continues et répétées contre les masses de notre nation arabe et islamique. »

Pour sa part, le Hamas a déclaré que cette opération appelée Déluge d'Al-Aqsa a été lancée le 7 octobre avec plus de 7 000 tirs de roquette à partir de la bande de Gaza vers Israël. Le mouvement de résistance palestinien Jihad islamique a également déclaré que ses combattants s'étaient joints à l'opération, tandis que le Hamas appelait les Palestiniens du monde entier à se battre et les groupes de résistance du Liban à se joindre aux combats contre Israël.

Israël a répondu par des frappes aériennes massives à l'intérieur de Gaza, faisant des dizaines de morts et des centaines de blessés et promettant des représailles sans précédent : « Notre ennemi paiera un prix comme il n'en a jamais connu », a déclaré le premier ministre Benjamin Netanyahu. « Nous sommes en guerre et nous la gagnerons. » Il a demandé à tous les habitants de Gaza d'évacuer les lieux sous peine de subir les conséquences des frappes israéliennes, alors que Gaza est une zone d'environ 365 km² où vivent 2,3 millions de Palestiniens et qui est soumise à l'occupation et au blocus israéliens depuis 2007, ce qui signifie que les habitants n'ont nulle part où aller.

Le ministre israélien de l'Énergie, Israël Katz, a déclaré le 7 octobre : « J'ai signé un ordre demandant à la société d'électricité (Israël) de cesser de fournir de l'électricité à Gaza. ». Les coupures de courant sont depuis longtemps monnaie courante à Gaza et les ménages n'avaient de l'électricité que quelques heures par jour, en rotation, les jours précédant les récentes coupures. Les autorités de Gaza chargées de l'approvisionnement en électricité affirment que 80 % de l'électricité fournie à Gaza par le réseau national a été coupée à la suite de l'annonce d'Israël. Le 9 octobre, les Nations unies ont indiqué que la centrale électrique de Gaza était désormais la seule source d'énergie et qu'elle pourrait être à court de carburant dans les jours à venir.



Des Palestiniens inspectent les ruines des mosquées et des maisons après les frappes aériennes d'Israël dans la ville de Gaza, le 9 octobre 2023. Plus de 500 Palestiniens ont été tués et environ 123 500 ont été déplacés par les bombardements israéliens en date du 9 octobre.



Le 9 octobre 2023, la foule se rassemble pour les funérailles d'Imad Jareh Adili, 15 ans, abattu la veille par les forces coloniales israéliennes à l'entrée de Beita, au sud de Naplouse. Ces forces ont tué au moins 11 Palestiniens en Cisjordanie lors de manifestations de soutien à la résistance à Gaza et lors d'affrontements avec l'armée.

Dans son récent rapport (septembre 2023), la Commission internationale indépendante des Nations unies chargée d'enquêter dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et en

Israël, a conclu qu'« Israël a violé et continue de violer le droit du peuple palestinien à l'autodétermination par son occupation prolongée, la colonisation et l'annexion du territoire palestinien occupé depuis 1967. La conséquence juridique de la violation du droit du peuple palestinien à l'autodétermination, qui est une obligation envers tous, incombe à l'État d'Israël. L'occupation actuelle, qui dure depuis 56 ans, est illégale au regard du droit international. Le résultat des actes illégaux entraîne des conséquences juridiques pour Israël qui doit mettre fin au 'fait internationalement illicite'. Tous les États et l'ONU ont également l'obligation d'agir d'urgence pour mettre fin aux actes illégaux. »



Des enfants palestiniens remplissent des bouteilles d'eau après l'annonce par les forces coloniales israéliennes d'un « siège complet » qui les prive de nourriture, d'eau, de carburant et d'électricité, le 9 octobre 2023.

Au 9 octobre, le bilan chez les Palestiniens s'élevait à 687 morts, dont 140 enfants, et plus de 2 900 blessés. Au moins 900 Israéliens ont été tués et plus de 2 616 blessés. Les Nations unies indiquent que 123 538 Palestiniens ont été déplacés par les combats. L'agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens estime que 73 538 personnes sont réfugiées dans 64 écoles de Gaza, dont certaines sont désignées comme des abris d'urgence.

Par ailleurs, 130 Israéliens seraient retenus en captivité et environ 750 Israéliens sont actuellement portés disparus, selon les médias israéliens. Les États-Unis ont déclaré que neuf citoyens américains ont trouvé la mort au cours des hostilités en Israël et dans les territoires palestiniens occupés.

Israël vient de lancer l'opération « Épées de fer » qui, selon ses dires, est dirigée contre le Hamas, mais vise en fait l'ensemble de la population de Gaza. Israël a rassemblé une force de 300 000 hommes et prépare une attaque terrestre totale sur la bande de Gaza. Le ministre israélien de la Défense, Yoav Gallant, a annoncé un « siège complet » de la bande de Gaza le 9 octobre.

« J'ai ordonné un siège complet de la bande de Gaza. Il n'y aura pas d'électricité, pas de nourriture, pas de carburant, tout est fermé », a déclaré le ministre de la Défense. Le 10 octobre au matin, l'armée israélienne a rapporté que son aviation a largué 2 000 munitions et plus de 1 000 tonnes de bombes sur Gaza au cours des 20 dernières heures. Elle a bombardé 20 tours d'habitation, des mosquées, des hôpitaux, des banques et d'autres infrastructures civiles, selon les agences de presse. Malgré le grand nombre de bâtiments civils touchés, l'armée israélienne affirme avoir détruit 800 cibles militaires à Gaza dans le cadre de sa campagne de bombardement. Le ministre Gallant a déclaré : « Nous combattons des animaux humains et nous agissons en conséquence. »

Salama Marouf, responsable des médias pour le gouvernement du Hamas à Gaza, a dit que la

déclaration de Yoav Gallant était « une diversion pour justifier l'agression de l'occupation contre des personnes et des biens civils ». Des observateurs de l'ONU sont du même avis. Les frappes aériennes et les bombardements israéliens à Gaza ont visé des maisons et des immeubles d'habitation, dont certains sans que les habitants aient été avertis d'évacuer les lieux, a rapporté le service de nouvelles de l'ONU le 9 octobre. Par exemple, une frappe aérienne israélienne dans la ville de Rafah, dans le sud de Gaza, a tué 19 membres d'une même famille. Les frappes aériennes contre des cibles civiles sans avertissement sont devenues la nouvelle norme pour Israël. « L'exécution d'otages israéliens sera la réponse aux attaques des forces israéliennes contre des bâtiments résidentiels et des installations civiles », a déclaré le Hamas dans un communiqué.

Des affrontements intenses entre les combattants de la résistance et les troupes israéliennes sont également signalés dans plusieurs villes de la Cisjordanie occupée, notamment à Jénine, Naplouse, Jéricho et Hébron. Les médias palestiniens font état de plus de 300 actes de résistance en Cisjordanie depuis que le Hamas a commencé son opération, dont plusieurs fusillades visant les troupes israéliennes. Le point de contrôle de Jalameh a été incendié par des combattants palestiniens le 8 octobre. Des affrontements avec les forces israéliennes ont été signalés dans la ville d'al-Issawiya, au nord-est de Jérusalem occupée, et dans les quartiers de Wadi al-Jooz, Ras al-Amoud et al-Thawri à Jérusalem-Est.

Réponse de la communauté internationale

Le président américain Joe Biden a ordonné au plus grand porte-avions et aux avions de guerre américains de se rapprocher d'Israël en signe de soutien à la guerre menée par ce pays contre le peuple palestinien. Les États-Unis ont également promis de fournir des munitions et des équipements à Israël, a déclaré le 9 octobre le secrétaire américain à la Défense, Lloyd Austin. Israël a également demandé à l'administration Biden de lui fournir des intercepteurs de missiles Iron Dome supplémentaires, des bombes de petit diamètre et des munitions pour mitrailleuses.

Pour sa part, le premier ministre britannique Rishi Sunak a déclaré que la Grande-Bretagne se tenait « sans équivoque » aux côtés d'Israël et qu'elle lui a offerte une aide militaire potentielle. Il a également publié sur les réseaux sociaux une photo de Downing Street sur laquelle est projeté le drapeau israélien, avec la légende suivante : « Nous sommes aux côtés d'Israël ». Une autre photo a été projetée sur l'hôtel de ville de Londres.

Le mouvement de résistance libanais Hezbollah affirme avoir tiré des obus et des missiles guidés en direction des territoires libanais occupés par Israël, en réponse aux bombardements israéliens sur ses installations. Le Hezbollah affirme avoir pris pour cible les sites de Radar, Zabdin et Ruwaysat Al-Alam dans les fermes de Chebaa occupées par Israël. « Ces attaques ont été menées pour la libération de ce qui reste de notre terre libanaise occupée et en solidarité avec la résistance palestinienne victorieuse, le peuple palestinien qui lutte et qui est patient », écrit le Hezbollah dans un communiqué.

Le Qatar tient des négociations avec les organisations palestiniennes et Israël en vue d'un éventuel échange de prisonniers. L'Organisation de la coopération islamique (OCI) a condamné l'agression militaire continue d'Israël contre le peuple palestinien, soulignant que la principale cause du dernier conflit sanglant est le mépris du régime pour les droits légitimes des Palestiniens. L'OCI affirme que « la poursuite de l'occupation israélienne et le refus d'Israël d'adhérer aux résolutions de la légitimité internationale, ainsi que l'intensification du rythme de ses attaques et de ses crimes quotidiens contre le peuple palestinien, sa terre et ses lieux saints, et la privation de ses droits légitimes, sont la principale raison de l'instabilité ».

La mission iranienne auprès des Nations unies affirme que l'opération « Déluge d'Al-Aqsa » est une

« défense légitime » contre des décennies d'occupation israélienne. Elle rejette les allégations selon lesquelles Téhéran aurait joué un rôle dans l'opération militaire de grande envergure du Hamas. L'opération a été « menée uniquement par la Palestine elle-même », déclare la mission. « Les mesures résolues prises par la Palestine constituent une défense tout à fait légitime contre sept décennies d'occupation oppressive et de crimes odieux commis par le régime sioniste illégitime. ».

Le ministère des Relations extérieures de la République de Cuba a publié un communiqué le 8 octobre qui se lit comme suit : « La République de Cuba fait part de sa plus vive préoccupation face à l'escalade de la violence entre Israël et la Palestine, conséquence de 75 années de violation permanente des droits inaliénables du peuple palestinien et de la politique agressive et expansionniste d'Israël.

Cuba exige une solution globale, juste et durable au conflit israélo-palestinien, fondée sur la création de deux États, qui permette au peuple palestinien d'exercer son droit à l'autodétermination et de disposer d'un État indépendant et souverain dans les frontières d'avant 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale.

« Le Conseil de sécurité des Nations unies doit remplir son mandat et mettre fin à l'impunité d'Israël, la puissance occupante, dont les États-Unis ont été historiquement complices, en entravant de manière répétée l'action de cet organe, et compromettant la paix, la sécurité et la stabilité au Moyen-Orient.

« Cuba plaide pour la paix et la recherche d'une solution par la voie de la négociation afin d'éviter une plus grande escalade d'un conflit qui a déjà coûté la vie à des dizaines de milliers de personnes. »

L'Indonésie et le Pakistan ont également exprimé leur soutien aux Palestiniens. Ils ont appelé Israël à cesser immédiatement son agression brutale contre les Palestiniens. « L'Indonésie est profondément préoccupée par l'escalade du conflit entre la Palestine et Israël. L'Indonésie demande instamment l'arrêt immédiat de la violence afin d'éviter de nouvelles pertes humaines », déclare le ministère indonésien des Affaires étrangères dans un communiqué. « L'origine du conflit, à savoir l'occupation des territoires palestiniens par Israël, doit être résolue, conformément aux paramètres convenus par les Nations unies. ».

Cette déclaration intervient après que l'hôpital Indonesia, situé dans la ville de Beit Lahia, au nord de la bande de Gaza, a été frappé par les forces israéliennes samedi [8 octobre], tuant un des membres du personnel local de l'établissement. L'organisation non gouvernementale indonésienne Medical Emergency Rescue Committee (MER-C), qui a financé l'hôpital, a vivement condamné l'attaque. « L'attaque directe contre le complexe hospitalier indonésien de Beit Lahia, dans la bande de Gaza, samedi, semble illustrer le fait que, dans la guerre israélo-palestinienne, le droit humanitaire international n'est jamais pris en considération par Israël », affirme le comité dans un communiqué.

Le président du Pakistan, le Dr Arif Alvi, a critiqué Israël pour avoir supprimé les droits des Palestiniens, exhortant la communauté internationale à « jouer son rôle actif » pour apaiser les tensions entre Israël et la Palestine. « Les progrès vers la paix ne peuvent se matérialiser sans la condamnation de l'usurpation et de la brutalisation des droits et du peuple palestiniens par Israël », écrit le Dr Arif Alvi. « Un État palestinien viable et souverain doit être établi sur la base des frontières d'avant 1967 et des résolutions de l'ONU. La communauté internationale doit intervenir pour mettre fin au conflit, protéger les civils et œuvrer en faveur d'une paix durable au Moyen-Orient. »

Riyad H. Mansour, observateur permanent de la Palestine auprès des Nations unies, a exhorté la communauté internationale à ne pas laisser Israël « redoubler d'ardeur dans sur ses terribles choix »,

mais à l'encourager à changer de cap et à lui rappeler qu'« il existe un chemin vers la paix, où ni les Palestiniens ni les Israéliens ne sont tués. Et c'est celui qui est diamétralement opposé à celui sur lequel Israël s'est engagé. » « Pour certains médias et hommes politiques, l'histoire commence lorsque des Israéliens sont tués », a-t-il dit, ajoutant que « notre peuple a enduré une année meurtrière après l'autre. [...] Où est la protection internationale à laquelle le peuple palestinien a droit lorsque la puissance occupante viole le droit international et porte atteinte à ceux qu'elle est tenue de protéger ? Les vies palestiniennes ne méritent-elles pas d'être sauvées ? Les civils palestiniens tués, les enfants palestiniens tués en Palestine occupée auraient pu être épargnés. N'est-ce pas là une obligation morale et juridique et une contribution à la paix ? Pourquoi rien n'est fait lorsque les personnes tuées sont des Palestiniens ? Nous devons réfléchir sérieusement à la logique que nous voulons voir prévaloir ici. S'il s'agit de vengeance, de nombreux Palestiniens auront le sentiment d'avoir beaucoup à se venger. S'il s'agit de paix, le chemin vers la paix ne passe pas par un renforcement de l'oppression et de l'occupation, mais par la fin de celles-ci. On ne peut pas dire 'rien ne justifie le meurtre d'Israéliens' et justifier ensuite le meurtre de Palestiniens. Nous ne sommes pas des sous-hommes. Nous n'accepterons jamais une rhétorique qui dénigre notre humanité et renie nos droits, une rhétorique qui ignore l'occupation de notre terre et l'oppression de notre peuple. »

Riyad H. Mansour a exhorté la communauté internationale à envisager une voie différente, qui donne la priorité à la vie et aux droits du peuple palestinien. Il a appelé à des mesures égales de liberté et de sécurité, soulignant que s'élever contre l'occupation n'est pas seulement la bonne chose à faire sur le plan moral, mais aussi sur le plan juridique et politique.

« En octobre dernier, nous avons déclaré devant le Conseil de sécurité : Le peuple palestinien sera libre, un jour ou l'autre, d'une manière ou d'une autre. Nous avons choisi la voie pacifique, celle que préconise la communauté internationale. Ne laissons pas Israël nous prouver que nous avons tort, pour notre bien et le sien. Lorsqu'Israël tente à présent de justifier une nouvelle agression par les mêmes prémisses erronées, personne ne doit dire ou faire quoi que ce soit pour l'encourager dans cette voie. Nous ne savons que trop bien que les messages sur le 'droit d'Israël de se défendre' seront interprétés par Israël comme un permis de tuer, de poursuivre sur la voie même qui nous a conduits ici. »

Le Conseil de sécurité des Nations unies s'est réuni le 8 octobre pour discuter de l'évolution de la situation, mais n'a pas été en mesure de publier une déclaration, aucun accord n'ayant pu être trouvé.



Déclaration

Labour for Palestine-Canada

Alors que la violence coloniale israélienne s'intensifie à Gaza, Labour for Palestine-Canada exige que le gouvernement canadien appelle à un cessez-le-feu immédiat et la fin de l'occupation et de l'apartheid israéliens en Palestine.

Nous présentons nos condoléances aux familles de ceux qui ont perdu la vie ces derniers jours, ainsi que tout au long des décennies de dépossession forcée et d'occupation, peu importe où ils vivent.

C'est une vérité déchirante que la violence et la terreur quotidiennes vécues par les Palestiniens, aux mains des forces d'occupation israéliennes et avec le soutien de la communauté internationale, exigent une résistance acharnée et soutenue. Une population ne peut pas vivre sans réagir quand

elle subit un état de siège et l'apartheid, avec la menace quotidienne de harcèlement, d'humiliation, de violence, de démolition de maisons et d'assassinat.

Les Nations unies affirment que 2023 a déjà été l'année la plus meurtrière pour les Palestiniens depuis qu'elles ont commencé à compter les décès en 2006. Selon le ministère de la Santé, plus de 200 Palestiniens ont été tués par des tirs israéliens depuis le début de l'année. Les dirigeants du monde occidental, y compris du Canada, ont honteusement fermé les yeux sur le fait que les ministres israéliens d'extrême droite provoquent publiquement la violence, que l'accaparement des terres est devenu une politique gouvernementale officielle et que des crimes de guerre inqualifiables sont commis régulièrement.

Après plus de 16 ans de siège économique et militaire par Israël, de confinement dans la plus grande prison à ciel ouvert du monde, Gaza a enfin brisé ses chaînes et les Palestiniens manifestent leur détermination à se libérer et à libérer leur terre de 75 ans de colonisation, d'apartheid et d'occupation. La violence palestinienne actuelle doit être comprise dans son contexte afin qu'une paix et une justice véritables se réalisent.

Aujourd'hui, après un silence prolongé et honteux, le Canada et ses partis politiques se sont empressés de condamner les Palestiniens pour avoir résisté à leur propre anéantissement. Pourtant, ils refusent même de mentionner qu'Israël, une superpuissance militaire, a maintenant déclaré la guerre aux Palestiniens pour avoir osé résister.

En tant que membres du mouvement syndical au Canada, nous appelons à la fin de l'occupation israélienne et de l'apartheid en Palestine. Nous demandons également au gouvernement canadien de reconnaître et de condamner la violence incessante perpétrée et provoquée par Israël.

Nous félicitons les Palestiniens pour leur résistance héroïque et leur volonté indomptable. Nous reconnaissons le droit de tous les peuples de résister à leur propre occupation, y compris par la lutte armée. Ce droit, protégé pour la première fois par les conventions de Genève en 1949, a été réaffirmé à de nombreuses reprises par l'Assemblée générale des Nations unies. Nous refusons d'être divisés ou de tomber dans le piège colonial qui consiste à condamner certains groupes palestiniens ou certaines formes de résistance. Les Canadiens ne devraient pas essayer de dicter la manière dont une population indigène opprimée lutte pour sa propre libération.

Nous appelons tous les syndicats et les dirigeants syndicaux à être solidaires de la résistance palestinienne en éduquant leurs membres, en faisant pression sur les politiciens et en défendant le boycott, le désinvestissement et les sanctions contre l'apartheid d'Israël. Le mouvement syndical doit utiliser son pouvoir et son influence pour mettre fin au soutien du Canada au régime colonial raciste d'Israël. Nous encourageons les syndicalistes à contacter Labour for Palestine pour obtenir des ressources et du soutien à cette fin.

(8 octobre 2023. Traduction : LML)



Association des Canadiens d'origine arabo-palestinienne

L'Association des Canadiens d'origine arabo-palestinienne est profondément préoccupée par la violence actuelle en Palestine et en Israël et est solidaire de tous les Palestiniens qui défendent leurs droits fondamentaux. Nous condamnons les déclarations réaffirmant le droit d'Israël de se défendre

et considérons les déclarations de cette nature comme partiales et irresponsables. De telles déclarations perpétuent une tendance permanente et nocive de mépris total des enjeux fondamentaux à l'origine des conditions qui ont conduit à cette violence.

L'Association des Canadiens d'origine arabo-palestinienne affirme que la mort de civils n'est jamais acceptable. Cependant, la violence à laquelle nous assistons aujourd'hui est malheureusement ce que les Palestiniens vivent au quotidien, que ce soit par le blocus illégal et écrasant de Gaza par Israël, les attaques persistantes des colons contre les civils palestiniens ou l'occupation illégale des terres palestiniennes par Israël.

Les violences d'aujourd'hui nous rappellent les conséquences d'une occupation incontrôlée qui dure depuis 75 ans, de l'expansion continue des colonies illégales, du déni permanent des droits humains fondamentaux des Palestiniens, d'un blocus brutal et d'un système d'apartheid impitoyable.

Dans l'immédiat, nous demandons au gouvernement du Canada, en partenariat avec la communauté internationale, de déployer tous les efforts diplomatiques possibles pour :

- désamorcer la situation;
- exiger d'Israël qu'il fasse preuve de retenue; et
- rappeler à Israël ses obligations légales en vertu du droit international, en tant que puissance occupante, concernant la protection des personnes vivant sous son occupation brutale.

En outre, nous demandons au gouvernement du Canada de s'abstenir de faire des déclarations provocatrices affirmant le droit sans équivoque d'Israël de se défendre. Il faut avoir le courage de reconnaître que la tendance de la communauté internationale à réaffirmer le droit d'Israël de se défendre n'a jamais contribué à améliorer les perspectives de paix et ne sert qu'à fournir à Israël la couverture diplomatique nécessaire pour entreprendre des actes de violence odieux contre le peuple palestinien.

Enfin, nous appelons le gouvernement du Canada, en partenariat avec la communauté internationale, à faire de la résolution de la question israélo-palestinienne une priorité internationale absolue. La paix dans la région reste hors d'atteinte en partie à cause du refus de la communauté internationale de faire des efforts sincères pour s'attaquer aux causes profondes et de son incapacité à tenir Israël pour responsable de ses violations flagrantes du droit international.

Une solution ne peut être trouvée qu'avec la pleine participation du peuple palestinien, par le respect et l'application égale du droit international et par la fin de l'occupation. Sans cela, nous resterons piégés dans ce cycle de violence permanent, car le désir de liberté et les efforts pour résister au déni de cette liberté ne doivent jamais être sous-estimés.

(7 octobre 2023. Traduction: LML)



Le Parti communiste d'Israël et le Front démocratique pour la paix et l'égalité

Le 7 octobre, le Parti communiste d'Israël (PCI) et le Front démocratique pour la paix et l'égalité (Hadash) ont, avec courage et franchise, tenu le gouvernement de Netanyahou responsable de l'escalade de la violence dans la guerre israélienne contre les Palestiniens. Dans une déclaration sur l'escalade de la confrontation militaire entre les forces du Hamas et d'Israël, ils blâment la politique

d'occupation criminelle du gouvernement de Netanyahou, soulignant les graves dangers qui s'ensuivent pour la paix dans la région.

« Les crimes du gouvernement de droite fasciste commis pour perpétuer l'occupation mènent tout droit à une guerre régionale qui doit être arrêtée. Dans ces moments difficiles, nous exprimons et réitérons notre condamnation sans équivoque de tout ce qui met en danger des civils innocents et appelons à ce qu'ils soient épargnés dans les combats. Nous exprimons nos condoléances à toutes les familles des victimes de l'occupation, qu'ils soient arabes ou juifs », lit-on dans la déclaration.

Le PCI et Hadash imputent l'entière responsabilité de l'escalade soudaine et dangereuse des dernières heures, qui a coûté la vie à de nombreux citoyens innocents, au gouvernement de droite fasciste. « À la fin d'une semaine scandaleuse qui a vu les colons se déchaîner dans les territoires occupés sous les auspices du gouvernement, profaner la mosquée al-Aqsa et perpétrer un autre pogrom dans Huwara, nous nous sommes retrouvés ce matin devant une grave escalade qui menace la région entière d'une guerre régionale dangereuse – que le gouvernement de droite alimente depuis le premier jour. »

« Les événements d'aujourd'hui montrent dans quelle direction dangereuse le gouvernement Netanyahou et les colons entraînent toute la région. Ils mettent en lumière qu'on ne peut gérer le conflit ou le résoudre militairement – il n'y a qu'une solution : trouver les moyens de mettre fin à l'occupation et reconnaître les revendications et les droits légitimes du peuple palestinien. Mettre fin à l'occupation et instaurer une paix juste est dans l'intérêt commun et distinct des deux peuples de ce pays. »

Le PCI et Hadash font part de leurs « profondes inquiétudes face à la manipulation des récents développements par le gouvernement de Netanyahou pour mener une attaque vindicative contre la bande de Gaza et exhortent la communauté internationale et les pays de la région à intervenir immédiatement pour mettre fin au branle-bas de combat et adopter des démarches qui favorisent une solution politique. »

Le PCI et Hadash s'inquiètent des activités vindicatives contre les citoyens arabo-palestiniens d'Israël, et en particulier les résidents de villes mixtes et de villages inconnus dans le Néguev – qui ont déjà beaucoup souffert dû à la négligence de l'État et au manque d'infrastructure dans les colonies. Devant cette réalité, il relève des forces vives en Israël, juives et arabes, d'élever une voix forte et claire contre toute tentative d'inciter à des attaques contre des populations entières ou à se faire justice, et de plutôt encourager une action conjointe qui reflète le désir d'une vie normale sans occupation, sans discrimination et sans suprématie – une vie de paix, d'égalité et de véritable démocratie pour tous. »

Samedi soir [le 7 octobre], un membre du Knesset, Ofer Cassif (Hadash), a publié une vidéo sur les réseaux sociaux : « Rien ne justifie les crimes et les massacres commis aujourd'hui dans le sud d'Israël. Mais l'écriture était sur les murs, comme je le préviens depuis longtemps : nous paierons le prix fort pour les crimes de l'occupation, le siège de Gaza et l'arrogance du gouvernement kahaniste raciste. Il n'y a pas de solution militaire, il n'y a qu'une solution politique : la fin de l'occupation et l'indépendance palestinienne. »

(7 octobre 2023. Traduction : LML)



Centre palestinien des droits de l'homme

Le 4 octobre, le Centre palestinien des droits de l'homme (PCHR) a fait une intervention orale à la 54e session ordinaire du Conseil des droits de l'homme des Nations unies. La déclaration a été faite

par Basel Alsourani, responsable du plaidoyer international du PCHR, au titre du point 7 de l'ordre du jour intitulé : « Situation des droits de l'homme en Palestine et dans les autres territoires arabes occupés ». Elle traite de l'apartheid israélien, se concentrant notamment sur les déclarations faites par le ministre israélien de la Sécurité nationale, Itamar Ben-Gvir, lors d'une entrevue télévisée au cours de laquelle il a publiquement admis l'existence d'un apartheid israélien. Dans cette entrevue, Itamar Ben-Gvir a déclaré que les droits des Israéliens étaient plus importants que ceux des Palestiniens, une déclaration pour laquelle il a refusé de s'excuser.

Le PCHR poursuit :

« Les déclarations d'Itamar Ben Gvir reflètent la réalité persistante dans le Territoire palestinien occupé et à l'intérieur de la Ligne verte, alors que le gouvernement israélien continue d'imposer un système de domination et d'oppression contre les Palestiniens en leur refusant leurs droits les plus fondamentaux, y compris leur droit à l'autodétermination, au profit des Juifs israéliens. Ce n'est pas la première fois qu'un ministre israélien fait une telle déclaration. Quelques mois plus tôt, le ministre des Finances d'Israël, Bezalel Smotrich, avait appelé à l'extermination de la ville palestinienne de Howara.

« Il est de plus en plus difficile d'ignorer l'existence de l'apartheid, compte tenu des politiques, des déclarations et des pratiques du gouvernement israélien qui montrent clairement son intention de poursuivre l'annexion permanente des terres palestiniennes sur la base de la suprématie juive. En outre, les organisations palestiniennes, israéliennes et internationales de défense des droits de l'homme, ainsi que les experts, les universitaires et les personnalités reconnaissent de plus en plus que la situation dans le territoire palestinien occupé et à l'intérieur de la ligne verte s'apparente à de l'apartheid. »

À la fin de la déclaration, le PCHR a appelé les États membres du Conseil des droits de l'homme à « reconnaître, condamner et démanteler le système d'apartheid israélien ». La PCHR a également demandé au procureur de la Cour pénale internationale d'« inclure le crime contre l'humanité qu'est l'apartheid dans son enquête sur la situation et de poursuivre les auteurs concernés ».



Briefing du secrétaire général de l'ONU au Conseil de sécurité

Le 27 septembre, les membres du Conseil de sécurité ont reçu un briefing du secrétaire général de l'ONU sur la mise en œuvre de la résolution 2334 (2016) du Conseil de sécurité pour la période de référence allant du 15 juin au 19 septembre de cette année.

La résolution 2334 (2016) du Conseil de sécurité « exige de nouveau d'Israël qu'il arrête immédiatement et complètement toutes ses activités de peuplement dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et respecte pleinement toutes les obligations juridiques qui lui incombent à cet égard ». Les activités de colonisation se sont néanmoins poursuivies. Les autorités israéliennes ont établi des plans pour 6300 unités de logement dans la zone C, y compris la « légalisation » rétroactive, en vertu du droit israélien, de trois avant-postes près de la colonie d'Eli, à Jérusalem-Est, environ 3 580 unités de logement ont été avancées.

« Je reste profondément troublé par l'expansion incessante des colonies et des avant-postes israéliens en Cisjordanie occupée, y compris à Jérusalem-Est, avec plus de 10 000 unités de logement avancées au cours de la seule période couverte par le présent rapport. Les colonies renforcent l'occupation, alimentent la violence, entravent l'accès des Palestiniens à leurs terres et à leurs ressources et compromettent systématiquement la viabilité d'un État palestinien dans le cadre

d'une solution à deux États. Je réaffirme que les colonies n'ont aucune validité juridique et constituent une violation flagrante du droit international et des résolutions des Nations unies. J'appelle le gouvernement d'Israël à cesser toute activité de colonisation et à démanteler immédiatement les avant-postes, conformément aux obligations qui lui incombent en vertu du droit international. »

Les démolitions et les saisies de structures appartenant à des Palestiniens se sont poursuivies dans toute la Cisjordanie occupée, y compris à Jérusalem-Est. Invoquant l'absence de permis de construire délivrés par Israël, qu'il est presque impossible aux Palestiniens d'obtenir, les autorités israéliennes ont démolit, saisi ou forcé à démolir 238 structures, déplaçant 183 personnes, dont 46 femmes et 91 enfants, et 32 structures financées par des donateurs.

Cinquante-neuf écoles, accueillant quelque 6 500 élèves palestiniens, risquent d'être démolies. La démolition et la saisie de structures palestiniennes, y compris de projets humanitaires financés par la communauté internationale, entraînent de nombreuses violations des droits de l'homme et soulèvent des inquiétudes quant au risque de transfert forcé. « J'appelle le gouvernement israélien à mettre fin à cette pratique, conformément à ses obligations internationales, et à permettre aux communautés palestiniennes de construire et de répondre à leurs besoins de développement », a déclaré le secrétaire général des Nations unies.

Le rapport fait également état de ce qui suit : « Au cours de la période considérée, 68 Palestiniens, dont 18 enfants, ont été tués par les forces de sécurité israéliennes lors de manifestations, d'affrontements, d'opérations de sécurité, d'attaques ou d'allégations d'attaques contre des Israéliens et d'autres incidents. Quelque 2 830 Palestiniens, dont 30 femmes et 559 enfants, ont été blessés. Sur ce nombre, 271 ont été blessés par des balles réelles et 2 119 par l'inhalation de gaz lacrymogènes. En outre, deux Palestiniens ont été tués et 73 blessés, dont trois femmes et 12 enfants, dans un contexte d'attaques massives par des colons israéliens. Les forces de sécurité israéliennes ont mené 1 042 opérations de perquisition et d'arrestation en Cisjordanie, au cours desquelles 1 504 Palestiniens ont été arrêtés, dont 88 enfants. Israël détient actuellement 1 264 Palestiniens en détention administrative, le nombre le plus élevé depuis plus d'une décennie. »

La résolution 2334 (2016) du Conseil de sécurité appelle les parties à s'abstenir de tout acte de provocation, d'incitation et de rhétorique incendiaire. Malheureusement, ces actes se sont poursuivis. Un ministre israélien a déclaré en entrevue : « Mon droit, ainsi que celui de ma femme et de mes enfants, de circuler sur les routes de Judée et de Samarie, est plus important que la liberté de circulation des Arabes. » Un membre de la Knesset israélienne a déclaré que tout « Palestinien fuyant un soldat des Forces de défense israéliennes doit être abattu », ajoutant qu'« un Palestinien qui s'approche d'un soldat de Tsahal doit aussi être abattu ». Un ministre israélien s'est rendu sur les lieux saints le jour de la commémoration juive de Tisha B'av et a appelé les Israéliens à « revenir » sur les sites et à « montrer notre gouvernance ».

Le secrétaire général a appelé Israël à « respecter les obligations qui lui incombent en vertu du droit international, notamment en ce qui concerne l'usage proportionnel de la force, et à mener des enquêtes approfondies, indépendantes et rapides sur tous les cas d'usage excessif de la force, en demandant aux responsables de rendre compte de leurs actes. « Je suis troublé par les multiples cas où des fonctionnaires ont utilisé une rhétorique dangereuse ou raciste et se sont livrés à des actes d'incitation », a-t-il dit.

Le secrétaire général a déclaré qu'il restait déterminé « à aider les Palestiniens et les Israéliens à mettre fin à l'occupation et à résoudre le conflit conformément au droit international, aux résolutions pertinentes des Nations unies et aux accords bilatéraux, afin de concrétiser la vision de deux États - Israël et un État palestinien indépendant, démocratique, d'un seul tenant, viable et souverain - vivant côte à côte dans la paix et la sécurité à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, sur la base des lignes d'avant 1967, avec Jérusalem comme capitale commune des deux États ».

Depuis 30 ans, Israël montre qu'il n'a pas l'intention de respecter les obligations qui lui incombent en vertu du droit international et que la solution à deux États n'a jamais été son intention. Le peuple palestinien cherche courageusement à mettre fin à l'occupation, au régime d'apartheid et aux crimes de génocide commis à son encontre.



Reportage photo

Des actions au Canada et partout dans le monde

Ottawa, 8 octobre



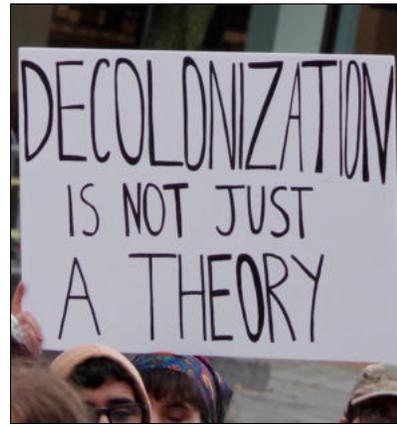
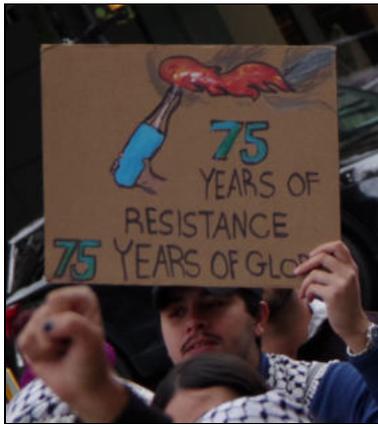
À moins d'un jour d'avis, plus de 1 200 personnes, principalement des jeunes, se sont rassemblées au Monument des droits de la personne à Ottawa pour manifester leur soutien au peuple palestinien et à la résistance palestinienne.

Parmi les orateurs présents il y avait les représentants du Mouvement de la jeunesse palestinienne, de Voix juives indépendantes, de l'Association des étudiants palestiniens de l'Université d'Ottawa et de Labour for Palestine – Canada. Tous les orateurs ont appelé à soutenir le peuple palestinien contre l'agression et la violence armée de l'entité sioniste. Ils ont salué la résistance palestinienne qui a ouvert un chapitre de la lutte pour la dignité et la fierté du peuple palestinien qui répond maintenant à des décennies d'agressions sionistes continues et répétées contre le peuple palestinien. Ils ont dénoncé l'hypocrisie du gouvernement Trudeau et de tous les partis politiques qui invoquent le droit d'Israël de se défendre tout en ignorant le sort fait au peuple palestinien à cause de l'action criminelle des sionistes. Ils ont également averti de ne pas tomber dans le piège qui consiste à condamner les victimes de l'oppression et à dicter au peuple palestinien la manière dont il doit lutter pour sa libération.

Après avoir entendu les orateurs, la manifestation a défilé dans le centre-ville d'Ottawa, dans le marché By en passant à côté de l'ambassade des États-Unis et du bureau du premier ministre Justin Trudeau sur la rue Elgin. Les slogans scandés réclamaient la liberté de la Palestine et affirmaient que la résistance est un droit.

La manifestation s'est terminée au Monument aux droits de la personne, plus de deux heures après le début du rassemblement, et les organisateurs ont appelé à se tenir prêts à manifester à nouveau et à poursuivre les actions de soutien au peuple palestinien.







Montréal, 8 octobre



Le dimanche 8 octobre 2023, à l'appel du Mouvement de la jeunesse palestinienne, des centaines de personnes de tous âges, principalement des jeunes, se sont rassemblées au square Dorchester, au centre-ville de Montréal. Une mer de drapeaux palestiniens flottait dans le parc. Pendant près d'une heure, les participants ont scandé à l'unisson en français, en anglais et en arabe : « Du Jourdain à la mer, la Palestine sera libre ! », « Libérons la Palestine ! », « Netanyahu, tu verras, la Palestine sera libre ! », « Gaza !, Gaza ! », « La résistance est justifiée quand un peuple est occupé ! », « La résistance est justifiée quand un peuple est colonisé ! », « Intifada, Intifada, Longue vie à l'Intifada ! », « Il n'y a qu'une seule solution, la révolution Intifada ! », « Israël terroriste, Trudeau complice ! ».

Une jeune femme s'est adressée à la foule pour rappeler que « le peuple de la Palestine est soumis à un blocus depuis plus de 50 ans. Sous la brutalité de l'occupation, les gens ont été privés de leurs droits fondamentaux. » La foule a répondu « Honte ! ». Elle a ajouté : « L'arrogance des occupants, qui croient qu'ils peuvent s'en tirer à bon compte parce qu'ils sont soutenus par certains des pays les plus puissants du monde [...]. Les opérations qui se déroulent depuis quelques jours visent à

restaureur notre dignité et celle de tous les Arabes du monde. Nous sommes ici pour célébrer cette victoire, [...] pour briser cette captivité qui nous a été imposée par l'entité sioniste, [...] pour restaurer notre honneur ! [...] Nous demandons aux politiciens de nous soutenir et leur rappelons que nous sommes ici pour libérer notre patrie, de nos propres mains. En tant que membres de la diaspora qui vivons au Canada, au coeur de l'ennemi, nous devons nous rappeler d'être patients, que partout où nous allons, nous ne devons pas nous reposer jusqu'à ce que chaque centimètre carré de la Palestine soit libéré ! »

Pendant près de deux heures, la marche a parcouru les rues du centre-ville de Montréal, les gens scandant des slogans et agitant des drapeaux jusqu'à ce que la marche arrive devant le consulat israélien. Le consulat était lourdement gardé par des policiers de l'escouade anti-émeute de la Sûreté du Québec qui repoussaient tous ceux qui tentaient de monter les escaliers menant à l'entrée du bâtiment. La foule est restée pendant encore une demi-heure. Les organisateurs ont appelé les gens à se tenir prêts à participer à un autre rassemblement d'urgence en cas de besoin.





Halifax, 8 octobre



Toronto, 7 octobre

Pendant plusieurs heures, un groupe de jeunes Palestiniens et de sympathisants de la résistance palestinienne ont agité des drapeaux sur un viaduc enjambant l'autoroute Gardiner à Toronto, où ils ont accroché une grande banderole portant l'inscription « Klaxonnez pour la Palestine ». Les klaxons ont été pratiquement ininterrompus, les automobilistes entrant et sortant de la ville manifestant leur soutien, certains faisant un signe de la main et levant le poing. Ce soutien a revigoré les jeunes qui ont tenu bon malgré les tentatives de la police de Toronto de les harceler et de les intimider, et a clairement été l'expression du large soutien au courage du peuple palestinien et à sa juste cause.



Toronto, 9 octobre



Plus de 5 000 personnes ont participé à un rassemblement et à une marche en appui au peuple palestinien à l'appel du Mouvement de la jeunesse palestinienne. L'action a débuté au Nathan Phillips Square par les slogans repris par la foule tels que « *Du Jourdain à la mer, la Palestine sera libre ! Trudeau tu verras, la Palestine sera libre ! La seule solution, la révolution Intifada ! Intifada, Intifada, Longue vie à l'Intifada !* » et d'autres en arabe et en anglais.

Après le rassemblement, les participants ont remonté la rue Bay en s'arrêtant aux intersections pour scander et crier des slogans. Tout au long du parcours, les jeunes étaient au premier plan et menaient les chants. De nombreux Torontois ont chaleureusement salué l'action, et beaucoup de gens sur la rue se sont joints à eux. L'action s'est terminée devant le consulat d'Israël, à l'angle des rues Yonge et de Bloor, où les manifestants ont continué de scander des slogans pendant un certain temps, reflétant l'esprit du peuple palestinien à poursuivre sa lutte jusqu'à la victoire.

Beaucoup ont dénoncé les déclarations de politiciens comme le premier ministre de l'Ontario, Doug Ford, et la mairesse de Toronto, Olivia Chow, qui se sont surpassés en qualifiant les actions de solidarité avec la Palestine de « glorification de la violence aveugle de ce week-end ». Mme Chow a tweeté que « le rassemblement de soutien au Hamas au Nathan Phillips Square aujourd'hui n'est pas sanctionné, n'a pas de permis et je le dénonce sans équivoque. Il est déplorable de glorifier la violence aveugle de ce week-end, y compris les meurtres et les enlèvements de femmes et d'enfants, perpétrés par le Hamas contre des civils israéliens. » Elle est restée silencieuse sur les crimes des sionistes contre les femmes et les enfants et l'ensemble du peuple palestinien, tous contraires au droit international - y compris la coupure de l'électricité et des livraisons de nourriture, d'eau et de fournitures médicales à Gaza - et aux normes de comportement humain. Mme Chow a terminé sa déclaration en disant : « Je reçois des nouvelles du chef de la police, qui m'assure qu'il enquêtera et traitera tout incident suspecté de haine. »



L'esprit du rassemblement de Toronto était sans équivoque : il soutenait la détermination inébranlable du peuple palestinien à mettre fin à l'occupation israélienne et à son traitement comme un être inférieur à l'homme, dépourvu de droits. Il a applaudi la résistance palestinienne qui défie la répression et la violence constantes et la position des sionistes et de leurs partisans selon laquelle ils

sont tout-puissants et peuvent réussir à soumettre la nation palestinienne qui souffre depuis longtemps.



London, 9 octobre





Edmonton, 8 octobre

Environ 1 500 Palestiniens et sympathisants ont tenu un rassemblement militant dans le parc Castle Downs. Il y avait beaucoup de jeunes, ainsi que des familles entières, depuis les petits enfants tenant des drapeaux palestiniens jusqu'à des représentants de la génération plus âgée qui gardent le souvenir d'avoir été chassés de leur foyer alors qu'ils n'étaient encore que des enfants.

Un immense drapeau palestinien couvrait le flanc de la colline où tout le monde s'est rassemblé pour écouter les orateurs. L'un après l'autre, les orateurs ont défendu le droit du peuple palestinien et de tous les peuples opprimés de résister. Ils ont parlé des crimes commis par les sionistes et de leur détermination à mettre fin à l'occupation. Encore et encore, les orateurs ont été accueillis par le slogan « *Libérez la Palestine ! Du Jourdain à la mer, la Palestine sera libre !* » et d'autres. Après les discours, tout le monde s'est joint aux orateurs pour une marche militante dans le parc.





Calgary, 9 octobre





Vancouver, 8 octobre





Vancouver, 9 octobre



États-Unis
Portland, Oregon



San Francisco, Californie





Milwaukee, Wisconsin



Chicago, Illinois





Columbus, Ohio



Raleigh, Caroline du Nord



Atlanta, Géorgie



Boston, Massachussetts



Cambridge, Massachusetts



New Haven, Connecticut



New York, New York





Rochester, New York



Albany, New York



Baltimore, Maryland



Washington, DC





Tampa, Florida



Europe
Irlande



Grande-Bretagne







Pays-Bas



Portugal



Espagne





Grèce



Asie
Liban



Yémen



Bahreïn



Syrie



Iran



Qatar



Océanie
Australie





(Photos: LML, PMLQ, Samidoun, PSL, Answer; ashapoesis, Riffs33, NY Peoples Forum, didactickatydid, itsslusey, Lau_bast, Progressive Omar, IPSC, Brighton BDS, Brighton & Hove PSC, PSC, Palestijnse Gemeenschap, Aldanmarki, LuaLua TV, Sana, Shehab, E. Garaad, AR30, Jaguaress.)



www.pccml.ca • redaction@pccml.ca